

«Quelle politique éducative et scolaire, laïque et ouverte à la diversité des convictions et des traditions religieuses est capable de faire face à la spirale de violence fondamentaliste ?»

Jean- Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité

La politique éducative et scolaire ne peut, à elle seule, suffire à faire face à la spirale de violence fondamentaliste. S'il faut souligner les mesures prises récemment, il s'agit aussi de mieux identifier cette spirale de violence et d'y répondre par une action plus globale.

Disons les choses très clairement : même si elle ne serait pas sans effet, la meilleure politique éducative et scolaire imaginable ne suffirait pas, et de loin, à faire face à la spirale de violence fondamentaliste.

Nous devons d'abord revenir sur ce que nous en savons. Nous savons que les profils des candidats sont extrêmement divers, que la radicalisation peut se faire aussi bien progressivement que brutalement ; que l'on rencontre souvent des éléments de faiblesse dans la personnalité de ceux qui sont happés ; et, enfin, qu'il y a très souvent un évènement déclencheur, comme une rupture affective, professionnelle ou familiale.

Les modes de recrutement des groupes fondamentalistes violents, Daech en particulier, sont très sophistiqués. Ils peuvent s'apparenter à de la manipulation mentale et de l'endoctrinement (c'est pour cela que l'on évoque parfois des « dérives sectaires »), utilisant les réseaux sociaux et les théories du complot.

Contrairement à ce que l'on croit généralement, on constate très peu de recrutements au sein des mosquées ou des salles de prières. Ils s'opèrent davantage dans le voisinage de certaines d'entre elles, sur les réseaux sociaux, ou de ces deux manières à la fois.

Il n'y a pas non plus de corrélation générale établie entre l'adhésion au salafisme et le passage à la violence. Pour autant, certains courants salafistes constituent un terreau idéologique religieux en partie commun avec celui de Daech. Deux thèses sur l'engagement djihadiste s'opposent régulièrement dans les médias : « l'islamisation de la radicalité » pour Olivier Roy et « la radicalisation de l'islam » pour Gilles Kepel. Le jeu médiatique les pousse à la caricature et la vérité est probablement intermédiaire.

À court terme, la priorité doit être donnée à la prévention de la radicalisation violente. Le site stop-djihadisme.fr et le numéro vert (0 800 005 696), bien que trop institutionnels (ce qui peut rebuter certains jeunes), sont largement utilisés, notamment pour informer sur les signaux d'alerte. Ceux-ci sont désormais connus : la rupture avec la famille et/ou avec l'école, certains nouveaux comportements vestimentaires et alimentaires, les replis sur soi, les propos asociaux, le rejet de toute autorité, le rejet même de toute vie en collectivité.

L'école n'est cependant pas impuissante. Il faut ici saluer tout ce qui a été entrepris depuis quelques années avec le soutien de l'Observatoire de la laïcité. L'enseignement moral et civique (EMC), mis en place en 2015, a pour objectif de permettre à tous les élèves de s'approprier, par le débat, la laïcité et les valeurs de la République, et ainsi de s'éloigner des thèses extrémistes. C'est aussi, en créant des espaces de dialogues respectueux, permettre aux élèves de mettre à distance leurs propres convictions ou religions, pour développer leur esprit critique. Cet enseignement articule quatre dimensions indissociables : la sensibilité, la culture du droit et de la règle, la culture du jugement, et l'engagement.

L'enseignement laïque des faits religieux, mis en place de façon transdisciplinaire, doit quant à lui traiter de tous les courants de pensée en tant que faits sociaux pour mieux les appréhender et mieux comprendre leurs influences sur le monde, la culture et les sciences.

Enfin, l'éducation aux médias et à l'information permet désormais, d'une part une lecture critique et distanciée, d'autre part la capacité à produire de l'information objectivement. Mais, à la spirale de violence fondamentaliste, il est absolument essentiel d'opposer une action plus globale qui ne se résume pas au strict domaine de l'éducation ou de la laïcité. La question sociale est prioritaire. Il s'agit d'assurer une véritable mixité sociale (et scolaire) partout sur le territoire et d'en finir avec les ghettos urbains.

Celle de l'offre religieuse de l'islam est également essentielle alors que les thèses rigoristes, pourtant souvent très éloignées de la pratique traditionnelle en France, ont gagné du terrain auprès d'un public jeune et libéré d'une certaine emprise du « pays d'origine ». Une offre religieuse contextualisée suppose l'action du culte musulman dans sa diversité. Ce dernier pourra être accompagné par la fondation de l'Islam de France et l'association culturelle qui y sera adossée et qui doivent voir le jour prochainement.

La question de l'identité, enfin, renvoie à l'identité républicaine. Elle suppose la traduction en actes de la promesse républicaine et, notamment, l'égalité réelle entre tous les citoyens, quelles que soient leurs origines ou leurs convictions.

Claude Berruer, ancien adjoint au Secrétaire général de l'Enseignement catholique

Oser, à l'école, les questionnements fondamentaux, pour prévenir les séductions fondamentalistes.

L'école, aujourd'hui, sans rien renier de la laïcité, doit donner toute sa place à l'éveil de l'intériorité et à la formation spirituelle. C'est là une voie indispensable pour contrer le fondamentalisme.

Celles et ceux qui cèdent aux sirènes du fondamentalisme sont à la recherche de raisons de vivre, dans un monde qu'ils trouvent absurde. Ils peuvent alors être tentés par sa destruction, au prix de leur propre mort. Et ils acceptent rapidement des réponses toutes faites et définitives, qui dispensent de toute quête personnelle. Comment l'école peut-elle donner des repères sur le sens de la vie ?

Le respect fondamental de la liberté de conscience de chacun et la légitime interdiction de toute ingérence dans l'intériorité des élèves se sont traduits par le choix d'une neutralité de l'institution scolaire. Est alors laissée aux familles, aux cultes ou à divers lieux d'engagement, la responsabilité éducative de cheminer dans la quête de sens. L'école se préoccupe – l'expression est aujourd'hui incessamment reprise - du vivre ensemble, mais s'attache sans doute peu à la question du « vivre pour », à ce besoin de se donner des visées, un horizon.

Certes, les missions de l'école sont aujourd'hui amples et diversifiées : acquisition des fondamentaux, transmission des connaissances, formation intellectuelle, morale, éducation à la citoyenneté, préparation de l'insertion professionnelle...Mais ce travail, déjà fort exigeant, ne peut trouver sa cohérence que si l'itinéraire de formation et la croissance en humanité qu'il doit permettre, conduit chacun à se situer face au cœur des inquiétudes humaines, face aux questionnements qui taraudent tout être humain, ce que les évêques, dans la *Lettre aux catholiques de France* (Cerf, 1996) désignent par « la grammaire élémentaire de l'existence humaine. » (p.24). Dans son ouvrage, *Notre école a-t-elle un cœur ?*, (Bayard, 2010), Evelyne Martini, inspectrice pédagogique, esquisse une liste de ces interrogations fondamentales : Comment survivre sans amour ? Et comment apprendre à aimer ? Comment assumer ses désirs ? Supporter la haine, la violence, la privation, la jalousie, l'injustice, les inégalités ? Pourquoi céder ou ne pas céder aux instincts les plus bas ? Que faire avec l'idée ou le spectacle de la mort, de la souffrance. Quels rêves s'autoriser ? Quels mondes imaginer, anticiper ? Que croire ? » (p. 65).

Sans complaisance, nous repérons là bien des questions qui doivent traverser celles et ceux que le fondamentalisme séduit et l'on pressent alors quelle peut être la responsabilité de l'école pour les préparer au discernement nécessaire. Ainsi, en lien avec la formation morale, l'école est-elle requise pour la formation à l'éveil de l'intériorité et pour une éducation proprement spirituelle, si l'on entend par là un travail de chacun pour mieux se connaître intérieurement et pour repérer les aspirations profondes, le souffle (*spiritus*) qui l'habite. Il ne s'agit certes pas de confier à l'école je ne sais quelle éducation religieuse, et de risquer une forme de prosélytisme. L'école n'a pas à choisir une tradition religieuse, ou une école de pensée. Mais elle doit faire découvrir les diverses quêtes sur la signification de la vie et du monde, les diverses manières de rechercher le bonheur.

Les religions n'ont certes pas le monopole de ce travail, mais l'école française doit revoir la place qu'elle donne à la dimension religieuse de la culture. Les diverses religions, en effet, portent dans les cultures l'essentiel des questions fondamentales que citait Evelyne Martini. Nous les retrouvons dans la déclaration conciliaire sur les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes : « Les hommes attendent des diverses religions la réponse aux énigmes cachées de la condition humaine, qui, hier comme aujourd'hui, agitent profondément le cœur humain : Qu'est-ce que l'homme ? Quel est le sens et le but de la vie ? Qu'est-ce que le bien et qu'est-ce que le péché ? Quels sont l'origine et le but de la souffrance ? Quelle est la voie pour parvenir au vrai bonheur ? Qu'est-ce que la mort, le jugement et la rétribution après la mort ? Qu'est-ce enfin que le mystère dernier et ineffable qui embrasse notre existence, d'où nous tirons notre origine et vers lequel nous tendons ? » (Vatican II, *Nostra Aetate*, 28 Octobre 1965).

S'affronter à ces questions à l'école, dans le respect de la liberté de conscience et de la laïcité, exige certes un important travail de réflexion du système éducatif et un gros effort de formation pour les enseignants. Mais c'est là, me semble-t-il une nécessité si l'on veut pouvoir donner réponse à cette terrible question que posait Olivier Roy dans un récent article de *La Croix* : « On est arrivé à cette aberration que les seuls à parler de paradis, dans l'espace public, ce sont les terroristes. » (*La Croix*, 21 Novembre 2016).

Débats

JD a demandé si l'école à l'heure actuelle a les moyens de faire vis-à-vis du fondamentalisme, de la radicalisation ce qu'on attend d'elle. Le problème est double. La première difficulté vient du fait que notre système éducatif depuis le Second Empire a un cloisonnement très fort entre les disciplines qui se poursuit aujourd'hui dans le primaire. Chaque enseignant peut ainsi se cantonner à sa spécificité. Claude Allègre avait eu l'idée de faire une initiation au droit car la plupart des français pensent que le droit, la justice c'est le domaine du droit pénal mais cela a échoué car il n'y a eu personne pour donner cet enseignement. N'y a-t-il pas un problème avec notre système éducatif ? Les structures ne prévoient pas un espace de temps où le chef de l'Etat pourrait s'adresser à l'ensemble des élèves ou bien à une partie d'entre eux au-delà du système de la classe.

La deuxième difficulté est plus grave. Le pluralisme actuel fait que s'il s'agit de décrire, d'expliquer ce qui est commun l'on se heurte à une difficulté. En effet, l'on arrive très vite à ne présenter que le plus petit commun dénominateur, ce qui ne séduira pas grand monde. On exclut ce qui est particulier. Est-il possible lorsqu'on arrive à parler de choses qui ne sont pas complètement objectives d'en parler de façon objective et neutre. Comment peut-on faire pour changer les attitudes, pour susciter un minimum d'ouverture de la part de celui qui est chargé de présenter aux élèves ? Il ne voit pas quel texte ministériel pourrait changer les attitudes.

Jean-Louis Bianco - Il y a une difficulté supplémentaire, c'est qu'on demande tout à l'école. Il a l'impression que néanmoins il y a un nombre important d'enseignants qui acceptent de s'atteler à cette tâche très difficile.

Deux points sont importants. Il est exact qu'il y a une faiblesse du temps réel des débats et un travail de méthode et de pédagogie doit être mené. Il est également vrai qu'il existe un problème de formation des enseignants. Leur formation est trop universitaire et ne vise pas des situations concrètes.

Concernant la question du cloisonnement entre disciplines, l'objectif des textes est un parcours ce qui suppose qu'il y ait une réflexion et que l'on ne se contente pas du professeur d'histoire.

Qu'est-ce qui est commun ? Il faut montrer comment on fabrique un commun, ce qui rassemble par exemple les cantines scolaires.

Concernant la dimension spirituelle, Régis Debray insiste sur une nécessaire dimension spirituelle partout et même si l'on n'est pas croyant.

Les professeurs sont encore assez désarmés par une société ignorante. Un immense chemin est à faire en particulier sur un point essentiel : apprendre à distinguer savoir et croire ce qui relève de deux ordres différents mais qui sont très importants.

Claude Berruer - Nous sommes héritiers d'un système qui a évolué. Peut-on rêver d'un changement ? On voit les difficultés et le fort attachement aux disciplines. Dès que le mot interdisciplinaire est prononcé les lances sortent. Après les protestations les choses se mettent en place. Le rôle du ministère c'est d'essayer d'apporter des touches diverses au système qui le réforme de l'intérieur plutôt que de penser au grand soir.

On le voit dans le débat actuel sur la question de l'autonomie des établissements. Le système bouge par certains côtés et pourra progressivement évoluer.

Sur la question du pluralisme, il s'est dit optimiste sur un dénominateur commun qui doit être large. On doit aussi éduquer notre regard d'adulte, regarder la culture de l'autre par le sommet et découvrir ce qu'on peut partager.

Un itinéraire scolaire d'éducation avec la famille, l'école et les autres éducateurs dure vingt ans. Si on forme la conscience de l'élève, il devra lui-même faire ses choix en conscience. C'est un chemin possible à tout moment de la vie scolaire.

Jean-Louis Bianco - L'association « Coexister » a repris une idée qui s'est fait jour à Berlin où est organisée une « Nuit des religions » et de la transformer en une « Nuit de la laïcité » pendant laquelle seraient ouvertes les mairies, les temples, les églises notamment pour découvrir la réalité des autres croyances et convictions avec l'unité faite par la mairie. La ville de Bordeaux l'a fait et il y a des projets à Lille, Lyon, Paris et Nancy notamment. Ce sont des jeunes qui animent ces rencontres.

JD - Concernant la distinction entre croire et savoir, il faut dire que tout croire comporte une part de savoir ; mais le croire oriente la manière dont on aborde les savoirs profanes. Il s'est demandé comment les croyances religieuses traditionnelles conditionnent et facilitent l'appropriation des savoirs profanes.

Jean-Louis Bianco a marqué son accord. Il n'y a pas de domination absolue du savoir matérialiste et il y a pas d'obligation d'appliquer le croire au domaine d'acquisition des connaissances et des cultures.

PM- Lorsqu'on entend des discussions sur croire et savoir, sur la façon de traiter le fait religieux pour le présenter à l'école et qu'en même temps on voit des hommes politiques à la télévision transformer les faits en disant que ce sont des faits alternatifs et promouvoir des faits qui au sens scientifiques sont faux comme des faits politiques sommes-nous au niveau du débat ?

Lorsqu'on assiste à des cours de sociologie on peut constater que pour un sociologue les faits religieux n'existent plus. Nous sommes aujourd'hui dans une situation paradoxale. La laïcité a parfaitement travaillé puisque la laïcité consiste à ne plus y avoir de guerre de religions, que chacun ait oublié ses convictions de foi et qu'il n'a donc plus à les formuler dans l'espace public. Nous sommes dans un moment où la place de la religion doit être redéfinie. La façon dont on comprend l'islamisme : est-ce de la religion ou une réutilisation de morceaux de la religion pour en faire quelque chose qui va séduire les jeunes générations ? Le problème ne réside-t-il pas dans la recherche de sens ? La vraie question aujourd'hui est de savoir comment apporter du sens.

Est-ce en minimisant les non-sens que la société donne à tous les niveaux ou en valorisant des hommes qui ont pris des engagements sur leur vie, sur un choix ? Dans les écoles on ne montre pas des modèles d'excellence. A une époque la légion étrangère était une option pour les jeunes en difficulté auxquels on donnait l'image du drapeau. Il faudrait rechercher des modèles d'excellence à amplifier plutôt que de les désacraliser car la société a beaucoup de repères qui sont flous et l'on n'enseignera pas sur de vieux repères.

Jean-Louis Bianco a également souligné l'importance dans la dimension sociale et civique de l'engagement en faisant observer qu'il y a un service civique qui valorise des formes d'engagement et la réserve citoyenne. La question se pose de savoir si le service civique doit être volontaire ou généralisé. Par ailleurs, une distinction doit être faite. L'espace public n'a pas à être neutre, c'est l'Etat qui est neutre. L'espace public c'est l'article 10 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Vous avez le droit d'exprimer vos convictions dans l'espace public pourvu que vous ne portiez pas atteinte à la liberté d'autrui, à l'ordre public. Enfin, concernant les propos des hommes politiques, des journalistes et de certains philosophes, nous devons faire avec mais les gens de bonne volonté doivent être une force de résistance.

XX (ministère de l'intérieur)- a rappelé qu'Aristide Briand avait dit qu'il n'était plus utile d'interdire la soutane maintenant puisque la loi de 1905 a été votée car le débat avait été l'anti radicalisme et non pas l'anti religion.

On doit effectivement réinsérer l'apprentissage du fait religieux dans la diversité des enseignements. Par la connaissance du fait religieux on s'adressera aux futurs citoyens pour éviter qu'ils ne tombent dans l'imposture de la propagande djihadiste afin qu'ils sachent que l'enseignement djihadiste n'est pas le lieu où s'exprime l'islam en tant que culture et civilisation. Toutefois, il faut observer concernant ceux qui vont vers l'idéologie djihadiste que malheureusement cela dépasse largement la question de l'ignorance et du savoir. Il n'y a pas un profil de radicalisé, un facteur de radicalisation, il y a des points communs. Quand le corpus habillé de religion séduit, peu importe que ce soit une tradition religieuse car ce qui est important c'est que ce corpus apporte une solution prête à penser, à fonctionner. Il craint donc que cela dépasse l'enseignement du fait religieux. L'enseignement du commun c'est cela l'objectif. Lorsqu'on redonnera un sens au message et une amorce d'inscription dans la vie des adolescents l'on arrivera peut-être à leur faire penser qu'à un moment ce qu'on doit ré-enchanter c'est la vie, pas la mort.

XX - (juge au tribunal pour enfants) Il craint qu'on demande beaucoup à la justice et qu'elle ne puisse répondre. La justice intervient quand il y a un échec de la famille et de l'école et c'est extrêmement difficile.

Les mineurs terroristes sont des jeunes en situation d'échec en contact avec des djihadistes très bien organisés disposant d'internet avec des vidéos et des messages très attractifs. Pour les jeunes désenchantés les messages sont très séduisants. Il n'est pas certain qu'un enseignement du fait religieux soit très enchanteur.

La justice intervient après un cycle d'échecs et elle est la dernière dans la chaîne des intervenants. Les juges se posent la question de savoir quelle est la réponse à apporter aux jeunes. L'aide sociale c'est la mission des éducateurs. Les données sont extrêmement complexes.

Les jeunes sont en recherche de sens mais la réponse pénale est très compliquée à donner. On demande beaucoup à la justice pour les mineurs terroristes.

PM a demandé au dernier intervenant s'il faisait une différence de nature entre les gens qui sont partis en Syrie pour se battre pour une cause et ceux qui sacrifient leur vie consciemment. Ces agissements sont-ils de même nature ? Est-on dans le dernier cas proche d'une pathologie psychotique ?

XX (juge) Les juges ont une pauvreté d'éléments d'information sur la personnalité de ceux qui vont être jugés. Par ailleurs, il estime qu'il n'y a pas de facteur psychiatrique chez les jeunes. Concernant le seuil d'engagement de ceux qui partent en Syrie et risquent d'y mourir on sait que ce sont soit des gens qui savent ce qu'ils font, soit ils sont dans la désespérance avec un ré-enchantement de la mort, soit dans un engagement fanatique ce qui nous interroge dans notre relation à la mort. Enfin, doit être constaté qu'il y a sous-équipement en psychiatrie dans les prisons.

PO- Concernant l'enseignement des faits religieux, on doit remercier les terroristes car ils ont fait prendre conscience à la société qu'il y avait des problèmes. Certaines choses peuvent aujourd'hui être dites qu'on ne pouvait dire il y a un an. La société a basculé dans son regard. Aujourd'hui, il y a une défense de la laïcité et beaucoup d'enseignants ont pris conscience qu'il existe une ignorance dramatique et qu'il fallait donc s'engager davantage dans un enseignement du fait religieux. Il espère qu'il va y avoir un basculement de la société qui conduira à ce que parler de l'enseignement du fait religieux sera mieux accueilli aujourd'hui.

XX - a apprécié les deux exposés qui nous ont montré qu'il y a un lien conceptuel entre le fait religieux et la radicalisation mais que ce lien ne se traduit pas dans la réalité.

Concernant le sujet « croire et savoir », on s'est donné les moyens de ne pas pouvoir avancer beaucoup en glissant du constat du cloisonnement des disciplines qu'il faut prendre en compte et en insistant sur le fait religieux sans le définir ce qui évite de poser le problème principal celui des enseignants qui est un problème pratique. Dans le domaine de la philosophie on n'a pas parlé de l'enseignement du fait philosophique car on n'a pas le même fantasme de neutralité. En restant sur une prise en compte du fait religieux et la neutralité on ne réglera pas le problème. En prenant le sujet par le côté pragmatique plutôt que de discuter sur le fond on avancerait plus facilement.

Jean-Louis Bianco - On ne dit pas prendre en compte on dit organiser un parcours qui va du primaire à la classe de philosophie. Il est vrai que la réalité doit progresser. L'intention n'est pas de faire une glose générale sur le fait religieux mais de prendre dans chacune des disciplines quelque chose qui puisse être coordonné depuis l'école jusqu'au lycée en donnant des outils d'information et de réflexion. Les choses ont profondément changé positivement depuis 4/5 ans dans le travail sur les questions de laïcité à cause de la réémergence des faits terroristes. Un travail d'éducation citoyenne est mené dans les entreprises, les syndicats, les administrations pour savoir ce qui est permis et interdit et comment faire.

Claude Berruer - Sur la question du fait religieux et de l'enseignement religieux, la difficulté en France est de faire prendre en charge un contenu s'il n'est pas disciplinaire. Par ailleurs, si l'on atomise la connaissance du fait religieux dans toutes les disciplines cela reste atomisé. C'est une question complexe. Dans certains établissements catholiques on prend du temps, hors programmes, pour structurer la connaissance d'une tradition religieuse.

Par ailleurs, dans les écoles il n'y a pas de formation sur la question du rapport à la mort. Si on peut être aussi aisément manipulé c'est qu'à aucun moment on est formé sur les questions existentielles.

En réponse à la question de MP, il a précisé que dans l'enseignement public catholique certains établissements ont pris l'initiative de faire une préparation chrétienne mais qui n'est pas forcément religieuse.

JC - Lorsqu'on parle de la mort il faut rappeler qu'il y a une mort lente qui est la conséquence d'une prise de conscience d'un déclassement irréversible et la souffrance de savoir que l'on est en train de mourir est plus forte que le fait de se voir mourir tout de suite. Elle pense, en particulier, à certains jeunes des banlieues qui ont vu leurs parents ne jamais travailler et donc n'avaient pas d'autorité faute de crédibilité, ce qui est une forme de mort.

Spiritualité et laïcité reposent sur le respect dont on a besoin pour vivre ensemble. Intellectuellement on peut apprendre à vivre ensemble mais en réalité on continue à vivre comme d'habitude. Pour les Français qui ne font pas partie de l'élite peut-on imaginer une discipline qui consisterait à apprendre à concrètement vivre ensemble ? Où peut-on ailleurs qu'à l'école sensibiliser les futurs adultes à vivre ensemble avec nos différences, à nous inclure plutôt qu'à nous exclure ? Elle a également demandé quelle est la situation dans les écoles coraniques.

Jean-Louis Bianco - Le vivre ensemble ne s'enseigne pas, il se pratique. Comme le disait Régis Debré avec excès : les vaches vivent ensemble. Il faut faire ensemble pas seulement vivre ensemble. Il y a des actions qui font vivre ensemble comme les actions menées par les conseillers municipaux jeunes qui sont concrètes et doivent être valorisées et généralisées.

Claude Berruer a partagé l'analyse tout en soulignant qu'il ne pouvait s'agir d'une discipline. Une classe doit être un laboratoire de fraternité. Une question de formation se pose également. L'enseignant est un formateur professionnel et personnel mais cela ne pose pas une question de formation personnelle et professionnelle. Il ne peut s'agir d'une discipline. Quand on parle d'initiation au jugement il s'agit d'une analyse de cas avec un débat et une tentative de construire une issue. C'est une charge supplémentaire pour les enseignants et cela suppose qu'ils aient une solide formation professionnelle et personnelle.

XX - (ministère de l'intérieur) Les écoles coraniques sont généralement adossées à une mosquée et relèvent du libre exercice des cultes. Peu de gens apprécieraient que les activités menées fassent l'objet d'un contrôle strict au quotidien. Nous savons toutefois que c'est une réalité qu'il faut traiter. Des écoles privées non déclarées se cachent et scolarisent des enfants qui ont fait l'objet d'une déclaration de formation à domicile. Il est, par ailleurs, difficile d'identifier les activités qui s'abritent dans des écoles privées coraniques. Malheureusement beaucoup d'écoles privées ne se déclarent pas comme établissement privé pour ne pas attirer l'attention.

JMB s'est demandé comment on parvient en pratique à amener le doute sur les promesses d'effacer les fautes et d'avoir un passeport pour le paradis.

PO - Il faut encourager les autorités musulmanes à porter ce discours et mobiliser les journalistes.

Jean-Louis Bianco - C'est une mission de l'Observatoire de la laïcité mais on y arrive très difficilement. L'Observatoire a recommandé des modalités de formation dans les écoles de journalistes. Les journalistes sont pris dans un système. L'émotion, le conflit c'est intéressant. Les horaires conduisent à la non vérification de l'information car les journalistes sont pris dans l'urgence. Il s'agit d'un combat permanent, difficile mais qu'il faut mener.

BB - L'expression « fait religieux » est en partie problématique car qu'entendons-nous par religieux ? Ne projette-t-on pas nos propres catégories de séparation du religieux notamment avec le politique.

Toute notre histoire est marquée par un lien permanent entre le fait religieux et la religion ce qui rend problématique l'enseignement du fait religieux. Parler du fait religieux donne l'impression que cela va de soi, que c'est un fait isolé. Il faut parler de la religion.

Il y a une amputation qui risque de nous conduire à montrer la face positive des religions. C'est une catéchèse laïcisée qui ne dit pas son nom.

En même temps, il mesure que l'auditoire auquel on s'adresse est très jeune.

Dans les cours d'histoire des idées, de philosophie, la religion a sa place. L'enseignement ne doit pas nécessairement porter sur le fait religieux mais plutôt sur la façon dont a fonctionné une certaine civilisation ce qui est peut-être un terrain plus sûr où on décroisonne et où l'on découvre que les modernes ne le sont pas devenus sans passer par des processus de décroisonnement.

Par ailleurs, le fait religieux s'il est pris isolément est une sorte de catéchèse laïque sympathique et morale mais en même temps on passe à côté de la question de sens qui est au-delà de toute présentation objective. On ne peut l'éviter mais est-ce la mission de l'école, de la puissance publique ? Ce n'est pas sa mission, c'est celle des institutions religieuses. Dès lors la question se pose de savoir quel pacte nouveau peut être conclu entre un Etat laïc et des institutions religieuses ou alors la question de sens est posée, ce qui est autre chose.

Il y a un faisceau de questions. D'un côté, un rapport projectif sur le fait religieux qui met en scène notre vision du monde d'aujourd'hui sur les civilisations anciennes qui ne fonctionnaient pas de la même façon et de l'autre la sous-estimation de la question du sens. Nous sommes devant un double échec.

Par ailleurs, il n'y a pas de coupure entre rationalité et question de sens.

L'épistémologie du fait réel n'est pas très claire.

Qui peut être légitime de parler de la question du sens ?

OB - Les valeurs des autres ont quelque chose à voir avec les questions communes. On a le sentiment que ce n'est pas avec le savoir qu'on réglera les choses. L'exercice d'admiration commune est extrêmement compliqué mais quelque chose se joue car l'admiration fait contrepoint. La question qui se pose est de savoir s'il y a des lieux pour faire cela.

Claude Berruer - Alexandre Dumas disait : comment l'école peut-elle faire des enfants intelligents et des adultes aussi bêtes. Les facultés d'admiration des jeunes sont formidables. Un travail de terrain doit être mené mais il faut aussi prendre conscience de cette tradition française de la séparation, du compartimentage. Si l'on réduit le fait religieux à un fait isolé on participe à la déconstruction. On doit continuer le travail de recherche pour dire ce que peut être la place du religieux dans l'école car on ne peut se limiter au fait religieux, à la prise en compte de l'art religieux. On assiste en même temps à un retour d'identité religieuse très fort du côté de l'Islam et des catholiques. L'école ne va pas donner du sens mais peut travailler à être une pédagogue de la recherche de sens.

Jean-Louis Bianco - Si politiquement on était capable de donner une dimension religieuse à la culture ce serait mieux. Cette question mérite d'être posée.

Il y a des éléments de réponse qui sont dans l'enseignement de l'histoire par exemple dans l'histoire des guerres de religions et de la philosophie et dans la chair de la réalité historique.

Sur la question du sens, il n'y a pas de monopoles dans les réflexions de nature religieuse. Dans les réflexions de nature philosophique on voit que la question du sens se pose et on a des éléments de réponse.